

pas que même ceux qui semblent exagérer aient conscience du terrible danger qui menace la race humaine tout entière, le règne animal et même, peut-être, les arbres et l'herbe de la planète sur laquelle nous vivons.

Ce bill sur les eaux a au moins le mérite de poser le problème. Mais il en reste là. Je ne perdrai pas de temps à critiquer le bill lui-même parce qu'il ne contient rien qui colle au problème véritable. Ce problème, c'est la destruction des ressources hydriques de la planète, et j'affirme que nous voyons Bigg-rement petit, si les députés veulent bien me pardonner ce calembour, quand nous essayons de l'aborder. Il s'agit d'un problème international de proportions immenses. Sauf erreur, une conférence internationale sur la pollution de l'eau doit se tenir en 1971, c'est-à-dire un an et demi trop tard.

Nous, Canadiens, n'avons pas à nous montrer modestes lorsqu'il s'agit de ressources en eau. Nous comptons parmi les nations dotées de vastes réserves d'eau pure. Nous sommes cependant à détruire cette riche ressource à une cadence alarmante. Nous prétendons, comme toujours, manquer d'argent pour enrayer la pollution. Je n'énumérerai pas les domaines dans lesquels nous gaspillons des fonds. Ils sont légion. Dans le cas qui nous occupe, je soutiens que la question d'argent ne doit pas constituer un obstacle. Si nous nous attaquons à la tâche avec la moitié de l'enthousiasme que nous manifestons dans d'autres domaines, notamment la frappe de nouvelles médailles ou la construction de centres des arts, nous réussirons à régler le problème.

Il est d'envergure internationale et sa solution exige une collaboration internationale. Il ne rime à rien, cependant, de parler de collaboration internationale si nous ne sommes pas d'abord disposés à remettre de l'ordre chez nous. Nous détruisons les lacs et les rivières du pays et, de surcroît, nous détruisons la terre qui les entoure. Nous ne pouvons pas, je pense, isoler complètement une forme de pollution de l'autre, car si nous polluons la terre en utilisant des insecticides et des détergents, il est évident que les pluies entraîneront ces matières dans nos rivières qui, à leur tour, les déverseront dans les lacs et les mers.

• (2.20 p.m.)

La première chose à faire pour résoudre le problème est d'immédiatement décréter illégale la pollution de nos rivières, de nos fleuves et de nos lacs. Je pense qu'aucun problème constitutionnel ne se pose; non seulement la chose peut se faire, mais encore elle doit se faire, si nous voulons survivre. Je

le répète, le Canada dispose probablement des plus grandes ressources d'eau douce au monde, et il nous incombe donc de les conserver.

Si nous prenons des mesures rapides et fructueuses, nous pourrions même résoudre du même coup le problème des finances. Car, après tout, nous avons là une ressource vendable. Si nous élaborons des projets convenables et ne cédon pas nos eaux à perpétuité à quelque autre pays—autrement dit, si nous les vendons au gallon et non par concession— nous pourrions alors financer toute l'affaire.

Nous ne pouvons éluder nos obligations en jetant le blâme sur les provinces. Nous ne pouvons, non plus, espérer que les provinces empêchent la pollution sur des étendues morcelées, car l'entreprise a trop d'ampleur. J'ai dit d'abord que le problème est de caractère international et touche toute l'humanité. Cependant, nous ne pouvons attendre que toute l'humanité soit éveillée à l'idée du danger. Pour ceux auxquels il ne reste plus d'eau pure, il est trop tard pour s'attaquer au problème, mais ce n'est pas notre cas.

Je formule donc une proposition concrète et équitable: que le gouvernement fédéral convoque dès maintenant une conférence fédérale-provinciale pour faire connaître aux provinces les mesures qu'il entend prendre et les normes qu'il entend faire respecter pour sauvegarder la fraîcheur et la pureté de nos eaux, et cela non pas en 1971 ou en 1981, mais dès janvier 1970. Je puis assurer le gouvernement qu'aucun d'entre nous ne s'y opposerait.

A écouter les discours qu'on a prononcés jusqu'ici sur ce point, seuls les membres de l'opposition manient l'aiguillon. Mes vis-à-vis me déçoivent: ils devraient harceler leur propre gouvernement pour nous avoir présenté un projet de loi si médiocre. Il y a, de l'autre côté de la Chambre, bien des hommes de talent, qui devraient nous exposer leurs idées sur les mesures à prendre, non seulement pour protéger les eaux canadiennes et nord-américaines, mais encore les ressources hydriques de la planète tout entière.

Si ce genre de considération les dépasse, qu'ils démissionnent et abdiquent leurs responsabilités. Ils ont déjà abdiqué presque tout le reste. Ils n'ont plus qu'à s'en aller. A mon avis il y a là un vide qu'il faut combler. Si les vis-à-vis n'y ont pas encore pensé, il est alors temps pour eux de le faire.

Si les députés étudiaient sérieusement le problème, ils s'apercevraient qu'on y a déjà beaucoup réfléchi. Dans le courrier d'hier se trouvait un magnifique article dépeignant les